



HAL
open science

Moyen-Orient : la nouvelle Guerre de Trente Ans

Fabrice Balanche

► **To cite this version:**

Fabrice Balanche. Moyen-Orient : la nouvelle Guerre de Trente Ans. Outre-terre. Revue européenne de géopolitique, 2015, 44, pp.173-189. halshs-03177121

HAL Id: halshs-03177121

<https://shs.hal.science/halshs-03177121>

Submitted on 24 Mar 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

MOYEN-ORIENT : LA NOUVELLE GUERRE DE TRENTE ANS

[Fabrice Balanche](#)

L'Esprit du temps | « Outre-Terre »

2015/3 N° 44 | pages 173 à 189

ISSN 1636-3671

ISBN 9782847953350

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/revue-outre-terre2-2015-3-page-173.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour L'Esprit du temps.

© L'Esprit du temps. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Moyen-Orient : la nouvelle guerre de Trente Ans

Fabrice Balanche¹

La situation qui prévaut au Moyen-Orient présente des similitudes avec la guerre de Trente Ans qui ra vagea l'Europe centrale de 1618 à 1648 : un conflit religieux récupéré par la géopolitique européenne. Nous ne sommes pas dans le cas des guerres de religion du XVI^e siècle, car les personnes qui s'affrontent appartiennent déjà par leur naissance à une confession qui fait partie de leur culture. Ce ne sont pas des convertis à une nouvelle religion qui se battent pour la faire triompher. Certains analystes comparent également cette crise avec les guerres balkaniques du long XIX^e siècle. Effectivement la fragmentation sur des bases communautaires du Moyen-Orient, appuyée par les puissances régionales, présente une certaine similitude avec les guerres balkaniques. La région n'a-t-elle pas fait elle aussi partie de l'Empire ottoman ? Nous serions au stade suprême de la fragmentation, comme l'écrit Georges Corm dans son ouvrage de référence : « Le Proche-Orient éclaté : de la balkanisation à la libanisation »². Mais s'agit-il vraiment d'une prise de conscience nationale à l'échelle des arabes sunnites, des alaouites, des druzes ou des chiites ? Certes, les Kurdes se trouvent effectivement dans cette stratégie nationaliste, mais les autres communautés ? La comparaison avec la guerre de Trente Ans est donc finalement plus pertinente pour comprendre la situation actuelle au Proche-Orient.

La toile de fond de la guerre de Trente Ans est celle d'une querelle religieuse entre calvinistes, luthériens et catholiques. Mais aussi d'une crise économique liée à des problèmes monétaires et au déclin de la Méditerranée au profit des routes atlantiques. Enfin, la constitution en Europe d'États monarchiques de plus en plus centralisés (France, Espagne) et l'apparition de nouvelles sociétés (bourgeoisie marchande) provoquent une crise politique et sociale. Le Moyen-Orient se trouve lui aussi confronté à des bouleversements structureaux de ce type qu'on ne peut comparer à la situation du XVII^e siècle, mais dont les effets déstabilisateurs sont tout aussi puissants. La mondialisation de l'économie et le déplacement du centre de gravité de l'économie mondiale vers l'Asie-Pacifique déstabilisent les États du Moyen-Orient, qui se retrouvent en position périphérique vis-à-vis des pétromonarchies du Golfe. Les activités de production (agriculture et industrie) y déclinent au profit des activités de service liées à la rente indirecte. Les bureaucraties d'État et les classes moyennes

1 Directeur du Groupe de Recherches et d'Études sur la Méditerranée et le Moyen-Orient, Maison de l'Orient et de la Méditerranée, Lyon, membre du comité de rédaction d'*Outre-Terre*

2 Cf. Georges Corm, *Le Proche-Orient éclaté*, La Découverte, Paris, 2012.

s'affaiblissent au profit des classes supérieures mondialisées³. Les puissances régionales, Iran, Turquie et Arabie saoudite exercent leur influence sur des États fragilisés (Syrie, Liban, Jordanie, Yémen et Irak) qui sont menacés d'éclatement.

L'analogie avec la guerre de Trente Ans qui déchira l'Europe centrale est pertinente pour analyser la situation du Moyen-Orient et surtout la guerre civile en Syrie et en Irak, terrains d'affrontements privilégiés des puissances régionales et des outsiders que sont Israël et le Qatar.

UNE CRISE COMMUNAUTAIRE ET RELIGIEUSE

Durant des siècles les Européens se sont battus à propos de l'idée de prédestination. Le conflit s'est éteint lorsque cette question a cessé de présenter un intérêt pour les belligérants. Nous sommes dans le même cas de figure au Moyen-Orient entre sunnites et chiïtes, à propos de l'imamat et de l'*ijtihad* (interprétation du Coran). La mémoire de la *fitna* est entretenue par la commémoration de l'Achoura, la grande fête chiïte qui commémore la mort de l'imam Hussein et l'usurpation, selon les chiïtes, du califat par les sunnites. Ce qui rappelle certaines commémorations en Irlande du Nord par les protestants, comme celle de la bataille de Boyne (1690) où les protestants affectent de traverser un quartier catholique pour célébrer leur victoire passée, soit une véritable provocation pour les catholiques.

Le conflit qui se déroule au Proche-Orient est-il une guerre de religion ? S'agit-il de la poursuite de l'affrontement séculier entre sunnites et chiïtes ? Il est clair que dans le cas syrien tout comme le cas irakien, il s'agit avant tout d'une guerre civile communautaire. Les populations se font la guerre moins pour des querelles métaphysiques que pour l'accès aux ressources, ce qui est le propre du communautarisme. Le phénomène Daech (État islamique)⁴, en revanche, illustre clairement la montée en puissance du facteur religieux dans le conflit.

LE COMMUNAUTARISME ORGANISE LA SOCIÉTÉ AU MOYEN-ORIENT

Maxime Rodinson, dans son ouvrage *Islam, politique et croyance*⁵, définit très clairement le concept de « communauté » dans le monde musulman. Il revient sur l'étymologie du terme « communauté » en arabe, soit *ta'ifa* qui signifie « groupement »

3 Cf. Fabrice Balanche, *Géopolitique du Moyen-Orient*, La documentation Française, Paris, 2014.

4 Daech est l'acronyme arabe de *Dawlat al-islamiyya fi al-Iraq wa al-Cham*, ce qui signifie littéralement État islamique en Irak et au Levant. Après la proclamation du Califat par son chef Abou Bakr al-Baghdadi, il est devenu simplement État islamique. Dans cet article nous utiliserons le terme de Daech, car il ne s'agit pas d'un État au sens propre mais d'un groupe terroriste qui a réussi une certaine territorialisation. Le nommer par sa traduction officielle serait lui accorder une importance et un degré institutionnels qu'il ne possède pas.

5 Cf. Maxime Rodinson, *Islam, politique et croyance*, Fayard, Paris, 1993.

et qui n'a aucune connotation religieuse. Ainsi les maronites et les grecs catholiques sont-ils proches sur le plan de la doctrine ainsi que de la fidélité à la papauté, et pourtant il s'agit de deux communautés très différentes dans leur histoire et leur intégration sociale. Les maronites sont d'origine rurale, de culture montagnarde et tribale, tandis que les grecs catholiques appartiennent aux couches citadines les plus aisées depuis des siècles. Les deux communautés nourrissaient d'ailleurs une certaine défiance l'une envers l'autre et les grecs catholiques d'ailleurs un certain mépris à l'égard des maronites, plus qu'envers les communautés sunnites citadines.

Pour Maxime Rodinson, il ne s'agit ici ni d'une invention de l'impérialisme occidental, ni du produit d'une quelconque ardeur religieuse, mais d'une construction sociale qui a émergé au fil des siècles dans le contexte particulier de l'Empire ottoman. Les communautés étaient des groupements idéologiques d'activistes ouverts à l'origine qui se sont progressivement fermés et ont évolué vers des formations de type ethnico-national. Les plus puissantes aspirent à devenir un État, les autres à s'ériger en caste idéologique dominant ce dernier. La fermeture des communautés et l'endogamie qui les caractérise aujourd'hui est le résultat de l'intégration des générations successives et pour certaines de l'interdiction du prosélytisme. Une structure difficile à comprendre, particulièrement en France où les chercheurs en sciences humaines et sociales analysent davantage la société en termes de classes ou de groupes sociaux et ne se réfèrent pas à l'ethnie ou la religion, jugées au mieux comme des identités en voie de disparition. Ce qui n'est pas le cas des Anglo-Saxons beaucoup plus décomplexés devant cette question⁶.

Le communautarisme n'explique pas tout, et ce serait une erreur que d'analyser le Moyen-Orient à travers ce seul et unique prisme. Pour saisir la complexité de la société moyen-orientale, il convient de croiser différentes approches. Dans le cas de la crise syrienne, nous avons trois composantes principales : l'axe communautaire, les classes sociales et la territorialité⁷. Une analyse fondée uniquement sur le communautarisme serait insuffisante pour comprendre les ressorts de la révolte puisque par exemple les classes supérieures, de toutes les confessions, ne participent pas à la contestation. Enfin, toutes les régions sunnites de Syrie n'ont pas basculé dans la révolte, ce qui témoigne également d'un clivage territorial : Hama n'a pas rejoint la contestation ; quant à Alep, ce sont les rebelles qui y sont venus, car la population, en particulier les citadins d'origine, voulaient rester en dehors du conflit. Le facteur communautaire doit donc être utilisé à bon escient parmi d'autres. Une interprétation des dynamiques sociales, politiques et territoriales du Moyen-Orient fondée exclusivement sur le communautarisme demeure tronquée.

6 Cf. Béatrice Collignon, « La géographie et les minorités », in Rémy Knafou, *Géographies anglo-saxonnes*, Paris, Belin, 2001, p. 24.

7 Cf. Fabrice Balanche, « Géographie de la révolte syrienne », *Outre-Terre*, n° 27, septembre 2011.

Les constructions étatiques au Moyen-Orient ne font pas de place aux différences communautaires, excepté l'Irak qui fut contraint et forcé en 2003 de reconnaître le phénomène en octroyant aux Kurdes un statut d'autonomie à travers le GRK (Gouvernement régional du Kurdistan). Dans la région nous sommes confrontés à deux stratégies étatiques : la première exclut toutes les communautés au profit d'une nouvelle identité laïque et a-communautaire ; la seconde impose l'identité de la communauté majoritaire. La Turquie a expérimenté les deux tendances : un nationalisme laïc durant la période kémaliste et la promotion de l'islam sunnite depuis 2002 Recep Tayyip Erdogan. Dans les deux cas, cela s'est traduit par des tensions exacerbées avec les minorités. À l'échelle du Moyen-Orient, le conflit entre l'Iran et l'Arabie saoudite se répercute sur les différentes communautés et déstabilise les États arabes multiconmunautaires (Syrie, Irak et Liban). Le risque d'éclatement de ces États s'accuse en outre sous l'effet de la mondialisation. L'Irak sera sans doute la première victime de ce processus de balkanisation⁸.

Avec l'irruption dans le conflit syrien de groupes jihadistes comme Daech et de brigades chiites irakiennes, le conflit a pris un net tournant religieux. Hassan Nasrallah, le dirigeant du Hezbollah, dénonce depuis l'été 2013⁹ la volonté de l'Arabie saoudite de rouvrir la *fitna* (la déchirure) entre sunnites et chiites. En Irak, l'offensive de Daech se place résolument sur le terrain religieux : expulsion des chrétiens et élimination physique des chiites. Les Kurdes, pourtant sunnites, sont aussi victimes de l'organisation qui les considère bien sûr comme des athées mais ne supporte pas non plus le retournement du pouvoir au bénéfice des premiers¹⁰.

L'ISLAMISME : UNE IDÉOLOGIE DE GUERRE CIVILE

En Syrie, l'arrivée massive de jihadistes sunnites, suivie de volontaires chiites irakiens et du Hezbollah venus défendre leurs lieux saints menacés confère désormais au conflit en Syrie et en Irak une dimension clairement religieuse. Ceci est extrêmement dangereux, car le règlement du conflit ne peut dès lors connaître une issue rationnelle. Au Moyen-Orient les questions religieuses sont prises très au sérieux et l'islamisme constitue une véritable idéologie de guerre civile active dans le monde musulman.

L'islamisme est une idéologie qui porte sur les relations entre l'islam et l'État. Qu'il s'agisse des salafistes, des Frères musulmans ou des mouvements jihadistes,

8 Cf. Fabrice Balanche, « L'État au Proche-Orient arabe entre communautarisme, clientélisme, mondialisation et projet de Grand Moyen Orient », *L'Espace Politique*, 2010/2.

9 Discours de Sayed Nasrallah à l'occasion de la 7^e commémoration de la victoire contre Israël en 2006 le 16 août 2013. <hassannasrallah.jimdo.com/2013/08/16/discours-de-sayed-nasrallah-%C3%A0-l-occasion-de-la-7-%C3%A8me-comm%C3%A9moration-de-la-victoire-contre-isra%C3%AB-en-2006/>.

10 Cf. Fabrice Balanche, « L'inflexible avancée de l'Etat Islamique », *Libération*, 3 octobre 2014.

tous ont pour objectif la prise du pouvoir et l'instauration d'un ordre politique régi par l'islam. Les Frères musulmans prônent une république islamique où la charia aurait force de loi avec la présence d'institutions empruntées à l'Occident comme le Parlement. Quant aux jihadistes, dans une même mesure adeptes de la charia, ils rejettent l'idée d'une assemblée élue qui légiférerait, car l'homme ne peut légiférer à la place de dieu. C'en est fini du temps où les salafistes prônaient une réislamisation préalable de la société avant de passer à la démarche politique, voire à l'action violente : le jihad. L'« effort » de conversion qui restait pacifique chez les quietistes, devient « guerre sainte » chez les jihadistes, qu'ils soient d'inspiration « Frères musulmans » ou salafiste. L'objectif étant alors d'éliminer les non sunnites du Dar al-Islam (les territoires musulmans) et de restaurer le califat. Les islamistes s'appuient également sur le social, la santé et l'éducation, s'aménageant des réseaux clientélistes au sein de populations abandonnées par des États en déliquescence. Depuis une vingtaine d'années, le nombre et les moyens des ONG islamiques ont enregistré une croissance exponentielle au fur et à mesure que la libéralisation économique générait des laissés-pour-compte en Égypte, en Syrie ou en Jordanie et que les pétromonarchies du Golfe engrangeaient les bénéfices. Beaucoup d'ONG islamiques comme Islamic Relief sont basées dans les pays occidentaux, bien que les donations proviennent pour l'essentiel des pays du Golfe. L'objectif, ici, est double, en particulier chez les ONG liées aux Frères musulmans. Ces organisations ont en Occident une plus grande marge de manœuvre par rapport à des régimes arabes susceptibles de changer d'attitude à leur égard ; et puis elles peuvent mieux y drainer les ressources et l'énergie de la diaspora musulmane. Se pose alors plus généralement la question du rôle réel de certaines ONG islamiques : simples paravents pour le financement d'activités terroristes ou fondements d'une mobilisation communautaire dans les pays occidentaux ? En tout état de cause cela participe de la réislamisation de la société.

LA RÉISLAMISATION DE LA SOCIÉTÉ

Lors d'un discours prononcé dans les années 1960, le président Gamal Abdel Nasser se moquait ouvertement du chef des Frères musulmans, qui lui avait demandé d'imposer le voile aux Égyptiennes¹¹ :

« Monsieur, vous avez une fille à la faculté de médecine et elle ne porte pas le voile. Pourquoi ne l'obligez-vous pas à la porter ? ». Et d'ajouter : « Si vous n'arrivez pas à faire porter le voile à une seule fille, qui plus est la vôtre, comment voulez-vous que je le fasse porter à 10 millions de femmes égyptiennes ? ».

11 <www.youtube.com/watch?v=ZLyBAeFscNo>.

La femme égyptienne des années 1950, tout du moins dans les villes, abandonnait le voile (*hijab*), symbole d'archaïsme et de soumission. La diva égyptienne Oum Kalthoum, plus adulée encore que Nasser dans son pays et le monde arabe, ne portait pas le *hijab*, et la plupart des femmes qui assistaient à ses concerts ne le portaient pas non plus. Depuis, la tenue vestimentaire des femmes a complètement changé en Égypte, mais aussi en Turquie, en Iran, en Syrie ou en Jordanie, puisque les non voilées sont devenues minoritaires, ou bien ont complètement disparu comme en Iran. Ce qui témoigne d'une réislamisation de la société dont les différents voiles – *hijab*, *niqab* (voile intégral à l'exception du regard) voire *burka* (voile intégral avec grillage pour le regard) – sont la partie émergée. Dans les pétromonarchies du Golfe où le voile a toujours été obligatoire et l'alcool prohibé (à de rares exceptions près comme Dubaï et Bahreïn) il est difficile de parler de réislamisation. Cela vaut en revanche pour la Turquie, la Syrie, l'Irak et l'Égypte qui avaient érigé la séparation du religieux et du politique en dogme. Le processus ayant été poussé à l'extrême en Turquie avec Mustafa Kemal dont les diatribes antimusulmanes sont restées célèbres :

« Depuis plus de cinq cents ans », s'écriait-il dans ses moments de colère, « les règles et les théories d'un vieux cheikh arabe [Mahomet], et les interprétations abusives de générations de prêtres crasseux et ignares ont fixé, en Turquie, tous les détails de la loi civile et criminelle.

Elles ont réglé la forme de la Constitution, les moindres faits et gestes de la vie de chaque citoyen, sa nourriture, ses heures de veille et de sommeil, la coupe de ses vêtements, ce qu'il apprend à l'école, ses coutumes, ses habitudes et jusqu'à ses pensées les plus intimes.

L'Islam, cette théologie absurde d'un Bédouin immoral, est un cadavre putréfié qui empoisonne nos vies »¹².

Depuis son arrivée au pouvoir en 2002, le Parti de la justice et du développement (AKP) islamiste du Premier ministre Recep Tayyip Erdogan est revenu sur nombre de dispositions adoptées à l'époque kémaliste, en levant notamment l'interdiction du port du voile dans certaines écoles et dans les administrations, ou en interdisant la vente d'alcool de 22h à 6h. Depuis des décennies les islamistes turcs travaillent dans l'ombre à la réislamisation de la société, tout comme les Frères musulmans et les salafistes en Égypte et ailleurs. Ils suivent les préceptes de Hassan al-Banna, fondateur des Frères musulmans, qui encourageait ses fidèles à s'investir dans l'enseignement, les associations caritatives et les différents réseaux sociaux pour refonder la morale de l'individu et de la famille avant de mener le combat au niveau de la société, de l'État et enfin de la communauté des musulmans (*Oumma*). Depuis les

12 Cf. Benoist-Méchin, *Mustapha Kemal ou la mort d'un empire*, Paris, Albin Michel, 1954.

années 1980, les Frères musulmans ont profité du désengagement de l'État dans le social pour prendre sa place. L'enrichissement subit du Qatar et sa volonté de jouer un rôle géopolitique, notamment en s'appuyant sur les Frères musulmans, leur a fourni les moyens de démultiplier leur action. Le Hezbollah libanais pratique la même politique à l'égard des populations chiites du Liban à travers un dense réseau d'institutions médicales et d'enseignement financé en partie par l'Iran¹³.

Au cours des vingt dernières années, les mouvements salafistes ont monté en puissance et concurrencent dans le monde sunnite les Frères musulmans. Ils prônent un retour à l'islam des origines et rejettent toute innovation en matière de théologie ou de pratique populaire de la religion. Ils rejettent par exemple le culte des saints, n'hésitant pas à détruire les mausolées, et le soufisme (ésotérique). Les chiites sont considérés comme des hérétiques, et pour ceux des salafistes qui adhèrent au courant jihadiste il est par conséquent licite (*halal*) de les éliminer. Ce dernier qui défraie la chronique est cependant loin de représenter l'ensemble des salafistes qui adoptent plutôt une posture quiettiste et participent même aux élections, alors qu'il s'agit d'une innovation humaine qu'ils devraient rejeter. Le retour à l'islam des origines implique en outre la soumission au monarque alors que les Frères musulmans prônent une république islamique. L'Arabie saoudite finance et utilise les groupes salafistes pour contrecarrer l'influence des Frères musulmans. En Égypte, elle s'est rangée du côté du maréchal Abdel Fattah al-Sissi qui a réprimé ces derniers avec son soutien après le coup d'État du 3 juillet 2013¹⁴.

LES ISLAMISTES PROFITENT DU « PRINTEMPS ARABE »

À la faveur du « printemps arabe », les mouvements islamistes sont apparus au grand jour sur la scène politique et militaire du Moyen-Orient. En Égypte, les élections législatives de 2012 voient la victoire des Frères musulmans avec 44,6 % des voix, suivis par le parti salafiste al-Nour qui recueille 22,5 % des voix. Au total, près des trois quarts des Égyptiens ont voté pour les islamistes qui disposent au Parlement de 360 députés sur 508. Les partis laïcs sont balayés par la vague verte. L'élection du Frère musulman Mohamed Morsi à la présidence de la république en juin 2012 confirme la montée en puissance de l'islam politique, partout où des élections libres sont organisées¹⁵. En Syrie, l'opposition militaire laïque s'efface rapidement au profit de groupes islamistes liés aux Frères Musulmans et surtout jihadistes¹⁶. En juillet

13 Cf. Mona Harb, *Le Hezbollah à Beyrouth (1985 – 2005). De la banlieue à la ville*, Paris/Beyrouth, Karthala/IFPO, 2010.

14 Cf. Patrick Heanni, « Les causes d'un échec », in Bernard Rougier, *L'Égypte en révolutions*, Paris, PUF, 2015.

15 Cf. Clément Stueur, « Des élections révolutionnaires ? », *Égypte/Monde arabe*, troisième série, 10, 2013, <ema.revues.org/3086>.

16 Cf. Boris Mabillard, « Radiographie de la rébellion syrienne », *Le Temps*, 30 septembre 2013.

2012, l'arrivée d'un groupe rebelle venu d'Irak, le Front al-Nosra, défraie la chronique car il porte l'emblème d'al-Qaïda. Ce groupe s'illustre rapidement dans des combats victorieux contre l'armée syrienne dans le Nord de la Syrie et s'empare de la ville de Raqqa qui devient la capitale de son émirat en mars 2013. Il éclate alors à cause de querelles internes en deux branches : le Front al-Nosra et l'État islamique en Irak et au Levant (EIIL, Daech). Désormais Daech a nettement pris l'ascendant sur les autres groupes rebelles en Syrie et il s'est imposé dans le Nord-Ouest de l'Irak, apparaissant comme le défenseur de la cause arabe sunnite face au régime chiite et à l'irrédentisme kurde.

Les différents acteurs islamiques sont soutenus par des États. Le Qatar finance les Frères musulmans et leur ouvre les portes d'*al-Jazeera*. Quant aux groupes jihadistes, leurs sources de financement sont obscures et contradictoires. En Syrie et en Irak, l'Arabie saoudite n'hésite pas à soutenir les groupes liés à al-Qaïda, car son objectif prioritaire est la chute des régimes pro-iraniens ; au Yémen en revanche elle les combat, car ils menacent directement sa stabilité. Dans le premier cas elle les a placés sur la liste des organisations terroristes, mais laisse les riches donateurs saoudiens les soutenir officieusement¹⁷. L'Iran de son côté soutient le Hezbollah libanais, parti chiite doté d'une branche militaire. Avec la guerre en Syrie ont aussi émergé des groupes combattants chiites, comme la brigade al-Abbas, venus se battre dans le pays pour protéger les minorités chiites et le mausolée de Sayyida Zaynab. L'affrontement entre sunnites et chiites est devenu une dimension majeure de la guerre civile syrienne et de l'insurrection menée par Daech en Irak : une *fitna* qui s'étend désormais, avec la crise yéménite, à l'ensemble du Moyen-Orient.

Plus généralement une relecture du « printemps arabe », comme le soulignait de façon très précoce Mikhael Barah s'impose¹⁸. Le contexte économique du « printemps arabe » a été peu évoqué en regard de la quête supposée de la démocratie. Or, au fondement de la crise syrienne, il y a un conflit socioéconomique avec la marginalisation des périphéries et la dégradation de la situation des classes populaires qui se sont cependant comportées différemment en fonction de leur appartenance communautaire. Les inégalités économiques en Syrie étaient liées à la mauvaise gestion du gouvernement syrien, mais également à la mutation globale de l'économie régionale. Le Moyen-Orient se trouve dans une phase de mutation économique liée aux conséquences de la mondialisation et à la domination des hydrocarbures dans l'économie régionale. Il est donc important de comprendre le fonctionnement de l'économie régionale car elle contribue à expliquer le nouveau contexte géopolitique régional.

17 Cf. Alain Chouet, *Au cœur des services spéciaux. La menace islamiste : fausses pistes et vrais dangers*, Paris, La Découverte, Paris, 2013.

18 Cf. Mikhael Barah, *Une nécessaire relecture du "Printemps arabe"*, Bruxelles, Éditions du Cygne, 2012.

UNE ÉCONOMIE RÉGIONALE SOUMISE À LA RENTE PÉTROLIÈRE ET GAZIÈRE

Le Moyen-Orient est la principale région productrice de pétrole au monde. En 2012, il détenait la moitié des réserves de pétrole prouvées et 45 % de celles de gaz. Il contribue pour un tiers à la production mondiale de pétrole et pour un cinquième à celle de gaz. Ces dernières années la production de gaz a augmenté rapidement avec la mise en valeur du champ gazier de South Pars entre le Qatar et l'Iran. Ces deux pays représentant chacun 5 % de la production mondiale de gaz. L'Arabie saoudite est le plus important exportateur de pétrole de la région (13 % de la production mondiale de pétrole), suivie de l'Iran. Le Koweït et les Émirats arabes unis (EAU) sont également d'importants exportateurs de pétrole de la région ; Bahreïn et les autres émirats ont en revanche épuisé leurs réserves. Oman bénéficie depuis une dizaine d'années de la manne pétrolière, mais sa production ne dépasse pas le million de barils par jour, contre 3,4 millions pour les seuls EAU. L'Irak redevient un producteur de pétrole important avec la remise en état de ses infrastructures, mais l'insécurité qui y règne entrave le retour à la normale. Dans le Nord du pays, Daech, les Kurdes et le gouvernement fédéral rivalisent pour le contrôle des puits pétroliers, les Kurdes s'étant emparés de ceux de Kirkouk et Daech de ceux de Mossoul. L'exploitation et l'exportation du pétrole dans cette zone sont limitées par les combats qui font rage depuis juillet 2014. Quant à la République islamique, elle était jusqu'ici bridée par les sanctions économiques qui l'empêchaient de tirer le meilleur rendement de ses champs d'hydrocarbures ; sa production de pétrole est au plus bas depuis 1988 : 2,6 millions de barils/jour contre 4 millions en 2008 ; la levée des sanctions ne pourrait lui être que bénéfique.

Les hydrocarbures ont permis un décollage économique fulgurant de l'Arabie saoudite, du Koweït, de Bahreïn, du Qatar, des EAU et d'Oman. Composé de ces six pays, le Conseil de coopération du Golfe (CCG) représente la douzième économie mondiale. Son produit intérieur brut (PIB) s'élève à 1 600 milliards de dollars en 2012¹⁹. Depuis 2002, il a triplé grâce à l'augmentation des prix des hydrocarbures et des capacités de production. L'excédent commercial du CCG s'élève, la même année, à plus de 500 milliards de dollars, soit plus du double de celui de la Chine. Tout comme c'est le cas en Chine, ses énormes réserves de devises, 1 600 milliards de dollars en mars 2014 selon le *Sovereign Wealth Fund Institute*, sont placées dans des fonds souverains qui constituent le quart du montant total des fonds souverains de la planète. Cette manne financière est avant tout investie dans les pays occidentaux (Amérique du Nord et Europe de l'Ouest) qui sont jugés les plus sûrs, mais une part

19 À titre de comparaison, le PIB des États-Unis (première économie mondiale) atteignait en 2012 16 244 milliards de dollars, celui de la Chine (deuxième économie mondiale) 8 230 et celui de la France (alors cinquième – et désormais sixième – économie mondiale) 2 611.

croissante se dirige vers les pays émergents et les autres pays arabes. Les pays du CCG sont ainsi devenus premier investisseur au Proche-Orient, et même au Maghreb, devant l'Union européenne (UE) en 2013. Il ne s'agit que de quelques milliards de dollars, mais pour des pays désertés par les investissements directs étrangers (IDE) du Nord en raison de leur situation politique comme la Tunisie ou l'Égypte, ces fonds jouent un rôle capital²⁰. L'aide bilatérale constitue également un soutien indispensable qui préserve ces pays de la faillite : l'Égypte – sous la présidence de Mohamed Morsi – a ainsi reçu du Qatar un prêt de 10 milliards de dollars en 2012. Puis un autre prêt de 12 milliards de dollars de l'Arabie saoudite et des EAU après le coup d'État du maréchal Sissi en août 2013. Les pétromonarchies du Golfe sont donc devenues des acteurs incontournables tant au niveau mondial qu'au niveau régional.

L'Égypte, la Jordanie, le Liban, la Syrie et le Yémen constituent la périphérie non pétrolière de la péninsule Arabique. Cette périphérie est de plus en plus dépendante de la rente indirecte représentée par les transferts financiers des émigrés vivants dans les pays du Golfe : en 2012, l'Égypte a reçu plus de 20 milliards de dollars de ses émigrés, dont 5 en provenance d'Arabie saoudite ; le Yémen a reçu 1,1 milliard d'Arabie saoudite sur un total de 1,5 milliard. Les aides bilatérales stratégiques, en provenance notamment d'Arabie saoudite pour l'Égypte, Bahreïn et la Jordanie, et d'Iran pour la Syrie, constituent une manne cruciale. À travers leurs soutiens financiers, les pays du CCG, majoritairement sunnites, s'opposent au couple Iran-Irak, considéré avec effroi comme le noyau central d'un croissant chiite qui s'étendrait via la Syrie et le Liban jusqu'à la Méditerranée. Les révoltes chiites à Bahreïn et des houthistes (organisation insurrectionnelle et mouvement sociopolitique de l'école théologique zäidite) au Yémen sont appréhendées comme une tentative d'encercllement de l'Arabie saoudite par Téhéran. Le cas de Bahreïn, ex-pays pétrolier, est des plus intéressants car les réserves d'hydrocarbures de l'archipel sont épuisées, ce qui le rend extrêmement dépendant de l'Arabie saoudite.

Les pays disposant d'une rente pétrolière et gazière forment donc un premier groupe de pays au Moyen-Orient. Mais, au sein de ce groupe, il faut distinguer les membres du CCG, attractifs en raison de leur stabilité intérieure et de leur alignement sur l'Occident, de l'Iran et l'Irak, beaucoup moins engageants. La différence majeure entre les deux groupes tient à la capacité à investir leurs capitaux dans le monde et à attirer les IDE. Si l'Iran n'a pas les moyens de concurrencer le CCG sur le plan des investissements financiers, il est néanmoins en mesure de fournir à ses clients au Moyen-Orient une rente stratégique laquelle constitue également une source de revenus appréciable pour le Hezbollah, le gouvernement syrien et les houthistes au Yémen. Les hydrocarbures financent le conflit à long terme entre l'Arabie

20 *Bilan 2012 de l'attractivité des pays MED en matière d'investissement étranger*, ANIMA. <www.animaweb.org/fr/bilan-2012-de-lattractivite-des-pays-med-en-matiere-dinvestissement-etranger>.

saoudite et l'Iran, entre le sunnisme et le chiïsme. Ils financent également un conflit interne au sunnisme entre Frères musulmans et salafistes. Le petit Qatar utilise la confrérie pour exister face à l'Arabie saoudite, alors que lui-même est salafiste. Autre analogie avec la guerre de Trente Ans : les solidarités religieuses peuvent s'effacer devant les intérêts géopolitiques.

LE PROCHE-ORIENT AU CENTRE D'UN AFFRONTEMENT RÉGIONAL ET MONDIAL

La guerre civile et religieuse allemande possédait un arrière-plan européen et même mondial. Les États européens voisins, France, Angleterre, Danemark et Suède étaient directement impliqués ; quant à ceux qui étaient plus éloignés du conflit, Pologne, Russie et Turquie, ils suivaient les événements avec d'autant plus d'intérêt que le statut religieux et politique de l'Europe pouvait être bouleversé par la victoire de l'un ou de l'autre camp. Les pays catholiques n'avaient guère intérêt au triomphe des princes protestants, mais la victoire de la maison d'Autriche (Espagne et empereur) posaient des problèmes à certains États catholiques comme la France, qui tout en combattant les protestants à l'intérieur du royaume, les soutenaient en Allemagne au nom de la *realpolitik*.

Le Moyen-Orient se trouve actuellement dans la même problématique. Les pays sunnites sont solidaires des sunnites en Syrie et en Irak face aux chiïtes, mais la Turquie, l'Arabie saoudite et le Qatar ne sont pas forcément solidaires entre eux. Les agendas géopolitiques sont différents, car le Qatar entend se préserver de la puissance saoudienne même en renouant avec l'Iran, alors que la Turquie n'a pas hésité à entraver les desseins saoudiens en Syrie par le soutien à Daech. À la différence de l'Europe de la guerre de Trente Ans, il faut toutefois ajouter au Moyen-Orient les multiples interventions extérieures, notamment américaines et russes, car le sort de la principale région productrice d'hydrocarbures au monde ne peut laisser personne indifférent.

LE PROCHE-ORIENT EST DEvenu UN VENTRE MOU

Le Proche-Orient (Syrie, Liban, Jordanie et Irak) constitue un ventre mou géopolitique. La seule construction étatique pérenne qui unifia le « croissant fertile » fut l'Empire Séleucide (305 à 64 avant J.-C.). Cette région fut toujours disputée entre les puissances régionales depuis l'Antiquité jusqu'à nos jours. Dans l'Antiquité ce furent les Perses, les Hittites et l'Égypte qui s'affrontaient. Leurs successeurs continuent de le faire aujourd'hui, à cette différence près que l'Arabie saoudite s'est substituée à l'Égypte. Une substitution sans doute provisoire à l'échelle de l'Histoire car

liée artificiellement à une ressource éphémère qui a propulsé le centre désertique de la péninsule Arabique au rang de puissance régionale. L'Égypte, la Syrie et l'Irak ne sont plus des puissances régionales. Dans le cadre de la Guerre froide, l'Égypte et la Syrie bénéficiaient d'une rente stratégique en provenance de l'Union soviétique qui leur permettait d'entretenir des armées menaçantes à l'échelle du Moyen-Orient. Mais dès la signature des accords de Camp David en 1978, l'Égypte abandonna toute velléité d'intervention extérieure. Avec la chute de l'URSS, Hafez el-Asad – père de Bachar – comprit qu'il était préférable de faire profil bas et de collaborer avec les États-Unis, ce qui lui allait même lui permettre d'imposer son protectorat sur le Liban en 1990 en échange de sa participation à la coalition contre l'Irak en 1990-1991. Quant à l'Irak, sa capacité d'intervention extérieure fut anéantie en 1991 après sa défaite au Koweït. Et ses difficultés internes actuelles l'empêchent de redevenir une puissance régionale malgré sa richesse pétrolière.

Ainsi l'Égypte, la Syrie et l'Irak qui furent par le passé des acteurs géopolitiques importants n'ont plus aujourd'hui qu'un rôle limité, se bornant à exercer un pouvoir de nuisance à l'égard de leurs voisins ou de jouer un rôle de supplétif pour le compte des véritables puissances régionales et internationales.

LES ÉTATS-UNIS NE VEULENT PAS RÉPÉTER LES ERREURS DU PASSÉ

L'élection de Barack Obama en 2008 marque une inflexion dans la politique américaine au Moyen-Orient. Le Président a en effet décidé d'alléger le dispositif américain dans la région : le retrait d'Irak s'est achevé en 2011 et celui d'Afghanistan est programmé. Barack Obama a également pris la décision de ne plus se lancer dans des opérations militaires de grande ampleur. Le fait que les Américains aient renoncé à la Syrie, début septembre 2013, marque la fin de vingt ans d'hégémonie des États-Unis au Moyen-Orient et à l'échelle mondiale. Face à Daech, le président américain a dû se résoudre à intervenir de nouveau en Irak et en Syrie depuis l'été 2014, mais dans d'étroites limites, notamment en ce qui concerne l'envoi de troupes au sol. Ce changement de politique par rapport aux prédécesseurs est dicté par les erreurs du passé qui ont embourbé les États-Unis dans une impasse au Moyen-Orient, leur politique les ayant conduits à s'engager toujours plus mais sans résultats concrets en Irak et en Afghanistan. Sans compter les difficultés économiques internes provoquées par le coût faramineux des interventions : 2 000 milliards de dollars à la fin de l'opération en Irak, auquel il faut ajouter 4 000 milliards supplémentaires d'ici à 2053 en incluant les intérêts sur les emprunts et les pensions des anciens combattants. Et puis : pendant que les États-Unis guerroyaient au Moyen-Orient, la Chine prenait son envol et devenait en 2011 la deuxième puissance économique mondiale ; elle devrait selon la Banque mondiale être la première en 2025.

Le Moyen-Orient est donc déclassé parmi les priorités américaines, ce qui implique un allègement de leur dispositif militaire dans la région. Allègement ne signifiant pas pour autant abandon puisque demeurent dans le Golfe 40 000 soldats américains, les États-Unis pouvant frapper lorsqu'ils considèrent leurs intérêts en danger, comme c'est le cas en Irak avec l'État islamique depuis l'été 2014. Comme la Russie, la Chine et l'UE restent pour l'instant en périphérie du Moyen-Orient, les puissances régionales bénéficient d'une marge de manœuvre plus importante.

TURQUIE, IRAN ET ARABIE SAOUDITE EN CONCURRENCE

Turquie, Iran et Arabie saoudite sont en concurrence pour la domination du Moyen-Orient. L'axe pro-iranien s'étend aujourd'hui de Téhéran au Liban, mais il ne s'agit pas d'un axe chiite à proprement parler, car la Syrie et le Liban ne sont pas des pays à majorité chiite. Face à cet axe, les pays sunnites ne présentent pas un front uni : Arabie saoudite et Turquie diffèrent quant aux relations qu'elles entretiennent avec l'Iran, Ankara souhaitant préserver des intérêts communs en matière énergétique et recherchant une entente avec Téhéran sur la question kurde. Même au sein du Conseil de coopération du Golfe, la position saoudienne ne fait pas consensus, comme en témoigne la récente brouille avec le Qatar. Le soutien de ce dernier aux Frères musulmans qui avaient contribué à la chute d'Hosni Moubarak, allié des Saoudiens, et plus généralement l'activisme de Doha durant le « printemps arabe » ont fortement mécontenté Riyad mais aussi les EAU, également aux prises avec les Frères musulmans. Au printemps 2014, l'Arabie saoudite, les EAU et Bahreïn rappelèrent leurs ambassadeurs à Doha provoquant une grave crise politique au sein du CCG.

Le duopole Iran/Arabie saoudite ne doit pas faire oublier le rôle de la Turquie désormais sortie de sa réserve. Depuis le début du « printemps arabe », cette dernière a tenté d'apparaître comme un modèle de gouvernance associant islam et démocratie. Recep Tayyip Erdoğan, le bouillant Premier ministre turc (2002-2014) puis président à partir d'août 2014, aurait souhaité intervenir directement en Syrie pour remplacer le régime de Bachar el-Assad par un régime pro-turc. Mais sa dépendance énergétique vis-à-vis de l'Iran et de la Russie, alliés de la Syrie, a tempéré ses ardeurs militaires. Il se contente d'apporter un soutien à ses alliés, y compris Daech, mais n'enverra pas de troupes au sol.

ISRAËL ET QATAR : LES RÉPUBLIQUES DE VENISE DU XXI^E SIÈCLE.

Les rôles du Qatar et d'Israël dans la crise syrienne ont été surévalués, comme est toujours susceptible de l'être l'influence de petits pays qui s'appuient davantage sur

leurs réseaux que sur les ressources d'un territoire étroit, ce en quoi ils rappellent la République de Venise des Temps Modernes. Le petit émirat est devenu un acteur de premier plan au début des révoltes arabes, soutenant largement les Frères musulmans en Tunisie, en Égypte et en Syrie. L'émir Cheikh Hamad bin Khalifah al-Thani a mis au service de la confrérie ses immenses réserves financières et *al-Jazeera*, sa chaîne de télévision panarabe. Dans un premier temps, le Qatar a profité du relatif effacement de l'Arabie saoudite et des succès rapides en Tunisie, en Égypte et en Libye. Mais il a subi un puissant revers en Syrie où la rébellion n'est pas parvenue à renverser Bachar el-Assad, puis en Égypte avec la déposition du président Morsi. Après l'abdication de l'émir en juin 2013 au profit de son fils Tamim al-Thani, le Qatar a réduit ses ambitions géopolitiques régionales, renouant avec une diplomatie de la médiation. La défense de la cause palestinienne à travers le soutien au Hamas constitue un atout pour reconstruire son capital de sympathie auprès de la rue arabe, mécontentée par son ingérence politique. Doha espère également devenir un acteur incontournable du conflit israélo-palestinien afin de revenir au centre du jeu diplomatique régional. L'objectif d'Israël n'est pas d'étendre son influence au Moyen-Orient, mais de se construire en tant qu'État juif en annexant un maximum de territoires palestiniens, en particulier à Jérusalem-Est et dans sa périphérie. Ce qui l'oblige à intervenir dans les affaires du Moyen-Orient car pour l'État hébreu cette stratégie est intimement liée à l'affaiblissement de ses ennemis extérieurs, le premier d'entre eux étant l'Iran qui soutient le Hezbollah libanais et la Syrie de Bachar el-Assad. La Syrie constitue une base logistique pour l'approvisionnement du Hezbollah en matériel militaire, et jusqu'en février 2012 elle abritait le chef du bureau politique du Hamas en exil, Khaled Mechaal, avant qu'il ne s'installe à Doha.

Il semble que l'Iran ait, compte tenu de son évolution, plus de chance de réconcilier pluralisme politique et islam que les pays sunnites, y compris la Turquie. Dans le chiisme duodécimain la porte de l'*ijtihad* (interprétation) est toujours ouverte, alors que chez les sunnites elle est fermée depuis le X^e siècle environ. L'effondrement de la fécondité en République islamique²¹ (1,9 enfants par femme) témoigne d'une prise de distance vis-à-vis de la religion plus rapide que dans le monde sunnite. Autre facteur, le chiisme est devenu beaucoup plus local qu'universel. Certes l'ayatollah Khomeyni s'inscrivait dans une logique d'affrontement universel, mais il est resté une exception. Le chiisme s'ancre dans un territoire qu'il défend, alors que le sunnisme a une potentialité et, pour certains groupes islamistes, une volonté, d'universalisation.

21 Cf. Marie Ladier-Fouladi, « Iran Mutation sociale et contestation politique », *Politique étrangère*, n° 3, 2012, p. 505-517.

VERS UN NOUVEL ORDRE WESTPHALIEN ?

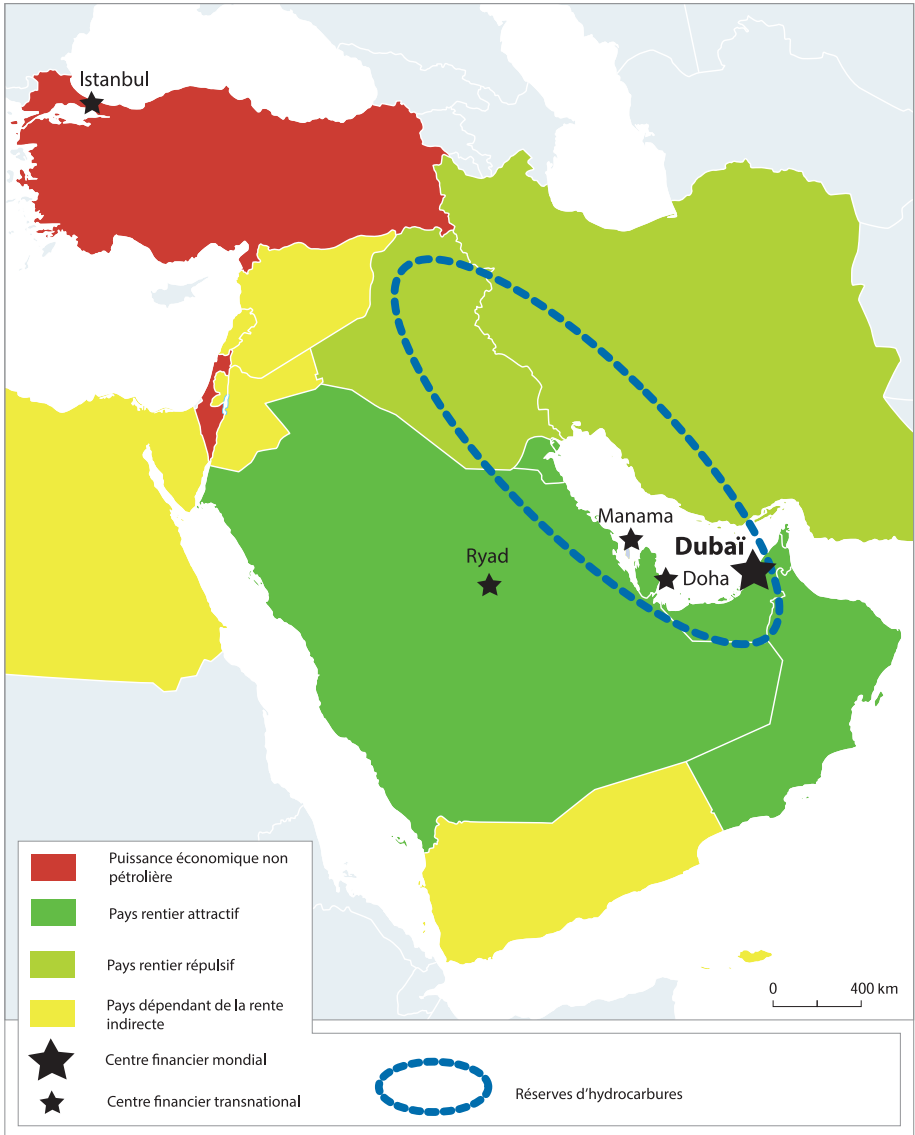
Ammar Moussaoui, responsable des relations extérieures du Hezbollah, affirmait lors d'un entretien réalisé en octobre 2013²² que le conflit au Moyen-Orient serait long. Or, dans la région « long » veut dire plusieurs décennies en langage occidental. Moussaoui n'évoquait pas ici directement le conflit israélo-palestinien qui reste une priorité du Parti de Dieu mais le conflit en Syrie entre l'Arabie saoudite et l'Iran. Il n'allait pas jusqu'à le qualifier d'affrontement sunnite-chiite, mais Hassan Nasrallah venait de le faire deux mois plus tôt, accusant l'Arabie saoudite d'ouvrir à nouveau la *fitna*. Pour le Hezbollah et pour l'Iran, le conflit en Syrie est existentiel, il s'agit d'une offensive sunnite, soutenue par la Turquie, le Qatar et l'Arabie saoudite contre les chiites. Et ce parce que le redressement de l'Iran leur fait peur. La monarchie saoudienne, en particulier, ne veut pas se retrouver dans un Moyen-Orient dominé par l'Iran, comme c'était le cas avant la révolution islamique de 1979, quand la puissance perse jouait un rôle de gendarme régional pour le compte des États-Unis. Sa récente offensive au Yémen est destinée à bloquer l'avancée des Iraniens dans la région avant qu'ils n'aient retrouvé leur pleine puissance.

La nouvelle guerre de Trente Ans a commencé au Moyen-Orient. Jusqu'à présent elle se limite dans sa version chaude à la Syrie et à l'Irak, faisant de la guerre civile syrienne un conflit régional avec des influences mondiales qui n'est pas sans rappeler la première phase du grand conflit européen en Bohême (1618-1623). Cet affrontement ne peut que s'étendre, car il échappe désormais aux acteurs locaux et se trouve imbriqué dans une confrontation de long terme entre sunnites et chiites, entre puissances régionales et internationales. Le retour de l'Iran et de la Russie sur cette scène géopolitique bouscule l'hyperpuissance américaine et les équilibres au Moyen-Orient. Un nouvel ordre westphalien est en gestation qui devrait se traduire par un nouveau découpage territorial du Moyen-Orient, lequel n'effacerait pas pas les tracés du début du XX^e siècle mais se surimposerait plutôt à eux.

22 Avec l'auteur à Beyrouth.

MOYEN-ORIENT : RENTE DIRECTE ET INDIRECTE

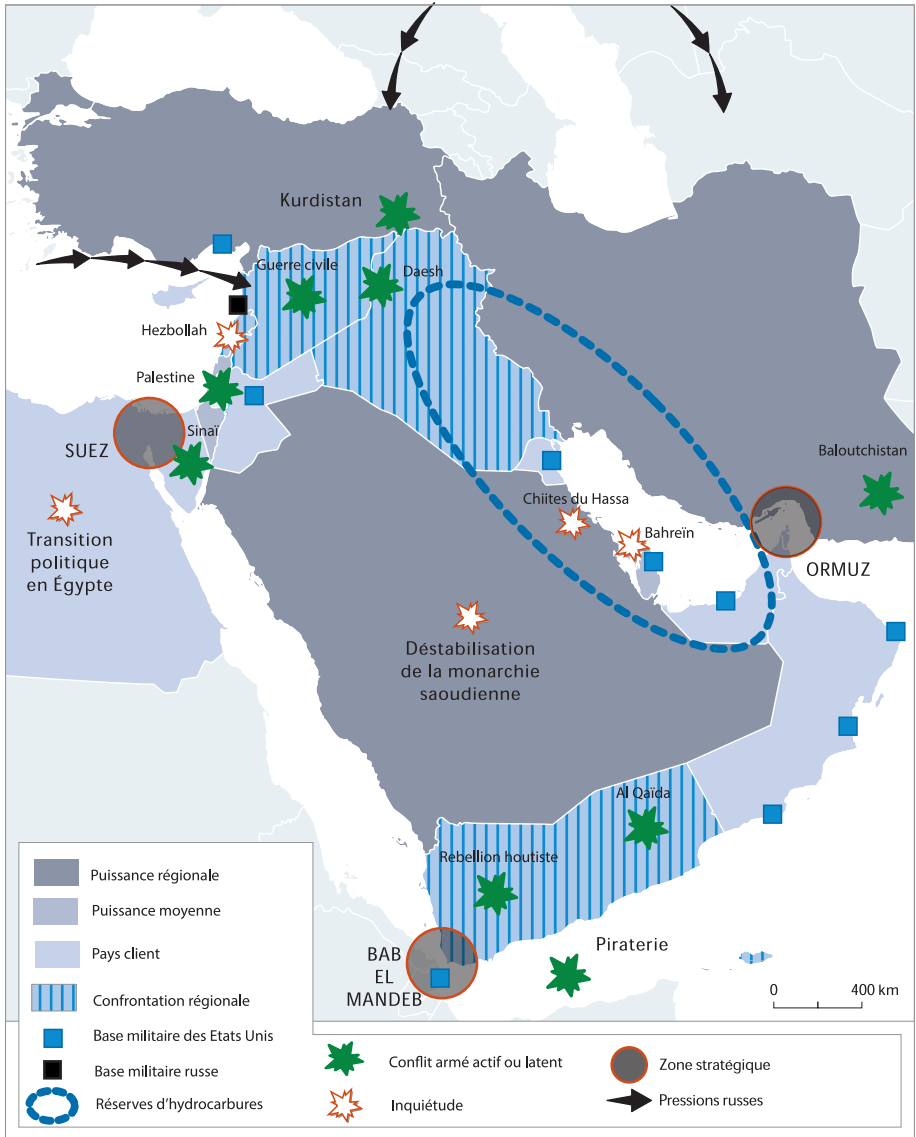
Le Proche-Orient et le Yémen sont des périphéries dominées



Fabrice Balanche, 2015.

MOYEN-ORIENT : LA NOUVELLE GUERRE DE TRENTE ANS

Un conflit sunnite - chiite sur fond de géopolitique régionale et internationale



Fabrice Balanche, 2015.